

Je me dépêche de finir pour laisser les autres députés y mettre leur grain de sel. J'aimerais terminer en résumant les trois carences qui posent trois problèmes essentiels qu'on peut appeler les trois «p». Ces carences concernent les prix accordés aux pêcheurs, la productivité et la préparation du poisson. Si j'avais le temps de développer ces trois idées, je crois que je m'en tiendrais, comme mes collègues l'on fait aujourd'hui, à l'aspect mentionné par le député de Bonavista-Trinity-Conception. Il n'existe pas de solution facile pour ces graves problèmes, mais à moins que le gouvernement fédéral ne soit disposé à former un véritable cabinet médical pourvu de tous les remèdes au lieu d'appliquer des cataplâmes, le Canada n'aura plus d'industries de la pêche au printemps prochain. A cette époque, nous n'aurons pas à nous en soucier, car elle n'existera plus.

C'est maintenant qu'il faut nous soucier de ce qui arrivera l'année prochaine. Une planification à long terme représente la seule solution aux problèmes de l'industrie de la pêche aujourd'hui. Si on laisse mourir cette industrie, il faudra en créer une autre, ce qui fera naître bien plus de problèmes que d'aider à survivre celle qui existe déjà. Le gouvernement doit changer d'attitude et le ministre doit faire face à la réalité. Sinon, nous protesterons toutes les fois que nous en aurons l'occasion. Nous continuerons à parler de cette question jusqu'à ce que le gouvernement consente à s'attaquer aux problèmes qui se posent aujourd'hui dans l'industrie des pêches du Canada.

**M. McGrath:** Monsieur le président, j'ai écouté le ministre au cours du débat sur ce sujet et j'ai été assez surpris de son attitude pour le moins cavalière—car comment la qualifier autrement—à l'égard de ce que nous considérons comme un problème et une crise très graves menaçant l'industrie des conserves de poisson dans l'Est du Canada. Nous avons entendu le ministre dire que nous n'avions jamais eu la vie aussi facile et que les années actuelles sont parmi les meilleures que nous ayons eues. Il a fait allusion à l'industrie du crabe de l'Atlantique et a évoqué en termes ronflants les pêches de harengs. Il a aussi parlé des concentrés de poisson et de plusieurs autres choses, mais il a trouvé bien peu à dire sur les problèmes auxquels nous avons à faire face aujourd'hui dans l'Est du Canada. Nous estimons que ce problème en est arrivé au point critique et menace de prendre les proportions d'une crise. Si le ministre s' imagine que l'industrie du poisson de Terre-Neuve fait du battage, il aura des lendemains

[M. Lundrigan.]

amers, car je lui garantis qu'il ne s'agit pas de cela. Je suis sûr que le ministre des Pêcheries sait bien dans le fond de son cœur que cette industrie ne fait aucun bluff.

Il est temps que le ministre cesse de jouer à la roulette russe avec ce grave problème. Son télégramme de vendredi dernier à la Fish Trades' Association de Terre-Neuve revenait presque à dire que l'industrie n'obtiendrait plus d'aide et ne bénéficierait d'aucun programme nouveau avant l'an prochain. Dans cinq mois d'ici environ, elle recevra peut-être de l'aide du gouvernement du Canada, alors que c'est aujourd'hui qu'elle en a besoin. Cela indique clairement que le ministre joue avec cette crise sérieuse.

Le ministre de la Production de défense est allé plus loin. Il a essayé de justifier ce que le ministre des Pêcheries avait dit. Je suppose qu'il faudra attendre de lire le compte rendu pour savoir exactement ce que ces ministres ont dit. Nous avons été témoins d'une chose assez extraordinaire. Deux ministres ont parlé à la Chambre au sujet des mêmes prévisions budgétaires, l'un tentant, semble-t-il, de justifier ce que l'autre avait dit. Voilà qui prouve que toute l'affaire ne tient pas debout.

J'ai demandé au ministre de la Production de défense pendant son discours s'il approuvait ce que le ministre des Pêcheries avait dit dans son télégramme à la Fish Trades' Association. Il a toutefois éludé ma question, il n'y a pas répondu. Je vais vous lire ce que le ministre a dit dans le télégramme qu'il a envoyé à l'industrie avant-hier:

• (5.50 p.m.)

Relativement à votre télégramme du 28 novembre, le mémoire présenté au gouvernement fédéral par l'industrie de la pêche de fond de l'Atlantique fait actuellement l'objet d'une étude approfondie. Il m'est impossible cependant d'indiquer la réaction du gouvernement à la proposition contenue dans le mémoire cette semaine comme le demande votre télégramme. Même si je discerne les difficultés de mise en marché de votre industrie, il est désormais manifeste que les programmes d'aide du gouvernement ne sauraient dégager vos dirigeants de son pouvoir de décision.

Autrement dit, le ministre leur dit: «Nous vous invitons à mettre cartes sur table». Voici la suite du télégramme:

Veillez ne pas compter sur un nouveau programme d'aide du gouvernement d'ici la fin de l'année financière courante du gouvernement fédéral, c'est-à-dire le 31 mars 1969.

Je demande à nouveau au ministre de la Production de défense—qui n'est pas à sa place mais à la Chambre—s'il souscrit à ce télégramme?

**L'hon. M. Jamieson:** Voulez-vous que je réponde maintenant?